

Les Wallons devront oser travailler en Flandre

Le dernier rapport du Conseil supérieur de l'emploi met le doigt sur les jobs vacants, les opportunités que le vieillissement va offrir en Flandre, et le manque de mobilité des Wallons.

NATHALIE BAMPS

Diable, un taux d'emploi de 68,5%, 4,5 millions de travailleurs dans le pays, on n'avait encore jamais vu cela en Belgique. Voilà pour le constat positif du rapport du Conseil supérieur de l'emploi (CSE). Cette bonne santé du marché du travail n'occulte pourtant pas les nombreux défis, comme les difficultés persistantes de certains groupes cibles (jeunes, femmes, peu qualifiés, étrangers) à trouver un job, par exemple. Un grand classique.

La vice-présidente du CSE, Marcia De Wachter, pointe aussi de fortes disparités de taux d'emploi entre Régions, mais aussi entre grandes villes (voir carte). Les taux d'emploi dans les trois Régions du pays sont en effet très différents: 73% en Flandre, 63,2% en Wallonie, 60,8% à Bruxelles. «*Mais les disparités vont au-delà, l'analyse du taux d'emploi et du taux de chômage par commune le montre*, précise le ministre de l'Emploi, Kris Peeters (CD&V). Anvers, par exemple, sa ville, a connu une forte hausse du chômage depuis 2008. Au sud du pays, ce sont Charleroi, Namur, Liège qui ont souffert durant les dernières années.

Le CSE recommande fortement de prendre cette question géographique et de mobilité des travailleurs

à bras-le-corps. «*La frontière linguistique reste difficile à franchir pour les travailleurs wallons*», constate Marcia De Wachter, qui remarque par contre une meilleure mobilité interrégionale du côté des travailleurs flamands. «*On voit également que les communes proches de la frontière linguistique enregistrent de meilleurs résultats en termes de mobilité que celles qui en sont éloignées.*»

Dans les années à venir pourtant, c'est en Flandre qu'il y aura le plus de jobs à prendre, vieillissement de la population oblige. «*À partir de 2023, le nombre de personnes en âge de travailler va fortement refluer*, explique encore Marcia De Wachter. *Surtout en Flandre. Cela met une certaine pression sur le marché du travail.*»

Des jobs, il y en a

Pression déjà visible d'ailleurs, comme le démontre le CSE en rebondissant sur la balle des pénuries de main-d'œuvre. Le CSE objective lui aussi les emplois vacants: 200.789 postes en fonction critique, les plus grosses pénuries se trouvant dans les fonctions d'encadrement ou dans les soins de santé, mais aussi dans les métiers techniques ou la construction notamment. «*On constate aussi un taux de vacance très élevé dans l'intérim: 18%, contre 2,9% dans les postes fixes*», ajoute encore Marcia De Wachter, qui y voit l'effet des contrats d'un jour.

«La frontière linguistique reste difficile à franchir pour les travailleurs wallons.»

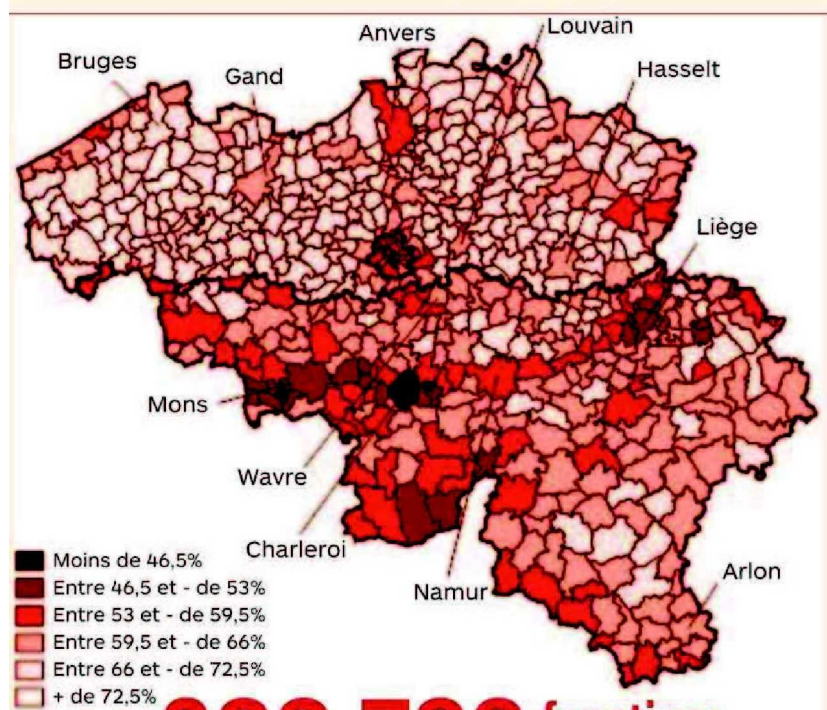
MARCIA DE WACHTER

VICE-PRÉSIDENTE DU CSE

Que faire face à ces constats? Le CSE met l'accent sur l'apprentissage en alternance, soulignant ici les résultats enregistrés par la Communauté germanophone (13% d'inscrits, contre 2,5% en Wallonie, 1,5% à Bruxelles et 0,7% en Flandre). Le CSE préconise aussi une meilleure activation des demandeurs d'emploi. Les yeux se tournent vers le ministre en charge du dossier. À la question d'une incitation via la limitation des allocations de chômage dans le temps (dada de la N-VA), Kris Peeters répond «*non, pas question*». Il préfère les pistes du Deal pour l'emploi, à savoir offrir un bonus aux personnes reprenant une formation aux métiers en pénurie. Mais aussi une réduction du délai entre la perte de l'emploi et l'inscription au chômage.

Enfin, pour Marcia De Wachter, il faudra encore se pencher sur le coin fiscal (taxe sur le salaire brut), encore trop élevé en Belgique. «*Le tax shift n'a pas été suffisant, il faudra aller plus loin*», dit-elle. «*Il faudra remettre sur la table le débat sur le dualincome tax*», renchérit Kris Peeters. Pour la prochaine législature...

TAUX D'EMPLOI EN BELGIQUE



200.789 fonctions critiques

Notamment dans ...

Métiers techniques	27.481
Fonctions commerciales	26.157
Construction	23.694
Secteur médical et aide aux personnes	20.864
Management et communication	18.109
Informatique	12.413
Transport et logistique	11.616
Horeca et du tourisme	8.610
Fonctions administratives	6.885

Source: Conseil supérieur de l'emploi